

Évolution *démographique*, quels défis et quels leviers pour les politiques publiques ?

Rapport annuel sur l'état de la France 2026

MARIE-HÉLÈNE MEYLING

L'essentiel de l'avis

Pour la première fois depuis 1945, le nombre de décès en France dépasse celui des naissances pour l'année 2025. Ce « basculement » démographique qui influe sur notre rapport à l'avenir, n'est ni une surprise ni une fatalité.

Le CESE propose un changement de paradigme : faire d'une contrainte démographique l'occasion de repenser nos solidarités. Il fait le choix d'une approche globale : mieux anticiper les besoins par de la planification, des politiques et services publics adaptés, des investissements ciblés. Le CESE appelle à préserver le modèle social par l'emploi, à amplifier les leviers que constituent l'école et l'habitat et à respecter le droit des femmes contre toute pression nataliste.

Le Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF), intègre un sondage Ipsos révélant que le pouvoir d'achat demeure la principale préoccupation des Français en 2026. Une majorité de Français (56 %) estiment pouvoir vivre correctement, mais pour les 44 % qui expriment des difficultés, celles-ci culminent aux âges ou les charges familiales sont les plus fortes.

QU'EST-CE QUE LE RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE (RAEF) ?

Rendu chaque année par le CESE au Gouvernement et au Parlement, le RAEF est le thermomètre économique, social et environnemental du pays avec ses évolutions, ses équilibres, ses fractures et ses tensions. Miroir tendu au pays par les organisations de sa société civile, il établit des constats sur l'année, ce qui pourrait ou devrait changer, et propose des leviers d'action et des évolutions de politiques publiques pour y répondre.

Il se compose de :

- Un **sondage** Ipsos-CESE sur l'état de la France, des Françaises et des Français
- Dix **notes focus** et analyses des politiques publiques
- L'analyse de 13 **indicateurs socio-économiques** suivis par le CESE sur une longue période pour mesurer dans le temps l'état du pays.

LA RAPPORTEURE

Marie-Hélène MEYLING

marie-helene.meyling@lecese.fr • 01 44 43 64 07

Marie-Hélène Meyling, cadre d'entreprise dans le secteur de l'énergie, représente au CESE le groupe CFDT. Elle siège à la commission de l'environnement et à la commission économie et finances.

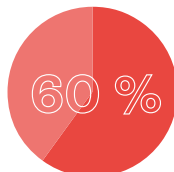
Une évolution *démographique* aux conséquences économiques, sociales et environnementales multiples mais source d'opportunités selon les Français

Le basculement démographique touche, à des degrés et des rythmes différents selon les territoires (notamment ultramarins), l'ensemble des politiques publiques et l'ensemble des générations.

70 % s'inquiètent de la baisse de la population active et de ses impacts

51 % inquiets du financement des retraites

33 % du ralentissement économique induit



des Français ont entendu parler des évolutions démographiques (75 % des seniors)

Que faire ? Les propositions du CESE

Soutenir l'activité économique et l'emploi pour sécuriser le financement des besoins :

- Améliorer le taux d'emploi des jeunes, des femmes et des seniors,
- Engager une réflexion d'ampleur sur : l'attractivité des métiers en tension, les attentes des nouvelles générations, le maintien des jeunes sur leurs territoires notamment dans les Outre-mer
- Reconnaître la contribution positive de l'immigration au solde démographique, à la croissance, au dynamisme de population active et aux finances publiques.

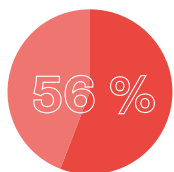
Plusieurs facteurs peuvent expliquer le recul de la natalité :

56 % des sondés évoquent les difficultés économiques et le coût de la vie

36 % l'avenir économique et géopolitique inquiétant

26 % mentionnent l'accès compliqué au logement

24 % se questionnent sur l'avenir de la planète et craignent le changement climatique



des sondés évoquent les difficultés économiques et le coût de la vie

Les changements démographiques sont aussi perçus positivement

- 70 %** des Français pensent à des effets positifs, dont plus de solidarité entre générations
- 35 %** attendent plus d'attention aux enfants
- 31 %** pensent que cela créerait moins de pression sur l'environnement



Que faire ? Les propositions du CESE

- Penser le logement comme lieu de vie sociale (adaptation du domicile, mais aussi habitat intergénérationnel/inclusif/partagé, colocation seniors...)
- Mieux répartir, adapter et améliorer les services publics comme l'éducation (effectif réduit/classe, travail en groupe, plus de concertation, bâti scolaire performant énergétiquement et adapté au changement du climat)
- Préserver les écosystèmes : pression moindre sur les ressources (eau, énergie) et sur les milieux (moins d'espaces consommés et artificialisés)

Un vieillissement de la population à accompagner

- 90 %** des Français attendent plus de mesures de santé (soins à domicile, meilleur parcours de soin...)
- 51 %** demandent un développement du maintien à domicile (aides et logements adaptés)
- 45 %** sont favorables à davantage de services et commerces de proximité



9 Français sur 10 attendent plus de mesures de santé

Que faire ? Les propositions du CESE

- Favoriser l'accès aux soins, aux commerces et aux solidarités de proximité
- Revaloriser globalement les métiers du soin et du lien : salaire, conditions de travail, reconnaissance des qualifications et des compétences acquises.

Natalité : c'est aussi changer le regard porté sur le rôle des femmes

En mars 2026, le CESE alertait contre l'instrumentalisation politique de la baisse des naissances. Des politiques familiales favorables à la natalité peuvent être menées mais sans remise en cause des droits des femmes, auxquels le CESE reste attentif.

Que faire ? Les propositions du CESE

- Assurer la liberté des choix en matière de parentalité
- Veiller au respect et à la garantie de leurs droits

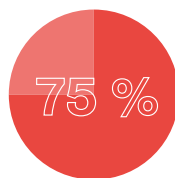
Une natalité pouvant être relancée en levant les freins matériels et structurels

75 % des sondés pensent à une meilleure articulation des temps de vie (personnel et professionnel)

73 % à davantage d'accès à des modes et structures de qualité pour la garde d'enfant

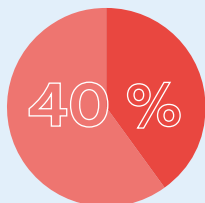
70 % à une politique de logement plus favorable aux familles

Les mesures structurelles sont plébiscitées par toutes et tous. Mais 53 % des moins de 35 ans considèrent qu'il n'est pas du rôle des pouvoirs publics d'intervenir sur le choix de faire ou non des enfants.



des sondés pensent à une meilleure articulation des temps de vie
(personnel et professionnel)

Comment vont les *Français* ?



des Français d'abord préoccupés par leur pouvoir d'achat

(devant la santé 36 % et la situation économique 29 %)



Plus de 2 Français sur 5 déclarent que leur pouvoir d'achat couvre seulement leurs besoins essentiels voire ne les couvrent pas

58 % des habitants des départements et régions d'Outre-mer (DROM)

56 % parmi les parents seuls

54 % des parents de 3 enfants ou plus

Les Français plutôt optimistes pour leur propre avenir, mais pessimistes concernant l'avenir de la France

59 % des Français sont optimistes pour leur avenir

43 % des sondés le sont pour l'avenir de leurs enfants

24 % le sont pour l'avenir de la France

23 % des sondés évaluent leur bien-être comme pas satisfaisant (29 % pour ouvriers et employés)